

Je ne dissimulerai pas combien je suis heureux de la réélection de François Bonneau à la présidence de notre région Centre-Val de Loire. Bien des observateurs – et autres « politologues » – prédisaient sa défaite. Comme il y a six ans, il n'en fut rien. Je crois savoir pourquoi. François Bonneau est constamment présent sur le terrain. Il s'investit dans sa tâche. Il n'est pas hautain. Il refuse le sectarisme, les polémiques outrancières et les discours de haine qui sont devenus le lot commun de trop de paroles et d'émissions politiques. Et je crois profondément que ce sont ces excès, cette guerre civile permanente, là où on voudrait des débats d'idées et des propositions, qui éloignent nos concitoyens de la politique et alimentent l'abstention.

Et ce n'est pas un hasard si, en France métropolitaine, les Français ont pratiquement réélu toutes les sortantes et tous les sortants. Cela signifie qu'au-delà des très légitimes divergences politiques, ils reconnaissent le travail accompli, la proximité et l'action menée, hors de tout excès de forfanterie.

J'en conclus que si l'on veut réduire l'abstention, renouer les fils, retrouver la confiance, il faut que la politique s'exerce, se vive, se construise autrement. Au plus près des réalités. Avec des débats de fond sérieux, argumentés, plutôt que des invectives inopérantes et lassantes.

La démocratie suppose aussi le respect des alternances et des équilibres. Le Loiret fut longtemps, dans ses diverses composantes – Orléanais, Pithiverais, Gâtinais, Giennois – une terre radicale et une terre de centre-gauche. Orléans eut des maires socialistes – je suis bien placé pour le rappeler. Et je salue les belles victoires de mes amis dans la métropole d'Orléans ! Je tiens à noter que quand le balancier se fige trop longtemps à droite (voire à droite toute !) par rapport à ce qui est le point d'équilibre – et aussi l'histoire – du Loiret, il est logique qu'il y ait des rééquilibrages vers la gauche. C'est simplement le jeu de la démocratie – qui est d'ailleurs beaucoup plus qu'un jeu.

Pour que la démocratie fonctionne, encore faut-il que les règles soient respectées. Or nous avons assisté à un vrai scandale, une totale bérézina pour ce qui est de la distribution aux électeurs des professions de foi et des bulletins de vote. Cela m'a été dit et redit un nombre incalculable de fois. Je constate que les engagements pris mercredi dernier par le ministre de l'Intérieur auprès de la commission des lois du Sénat – au sein de laquelle je siégeais – n'ont pas été respectés. Il y a une commission d'enquête au Sénat. Sans attendre ses conclusions, je demande qu'on revienne dès à présent à cette distribution par le service public, sous la responsabilité de l'État. C'est quand on croit pouvoir se passer du service public qu'on mesure combien celui-ci est nécessaire. Je rattache cela à ce que j'ai dit, lors d'une récente séance de « questions d'actualité », à la ministre Amélie de Montchalin : l'État républicain est une grande chose. Nous y tenons. Le mettre en pièces serait loin d'être sans conséquences.

Il y aurait encore d'autres choses à dire sur la situation créée par le fait qu'entre les deux tours, nombre d'électeurs ont reçu le matériel électoral du premier tour... et je passe sur les palinodies qui s'en suivirent quant à la prise en compte des bulletins de vote du premier tour lors du second. Mais je ne développe pas. Le mieux, le plus simple, est de revenir à la loi, aux règles, ainsi qu'aux vertus du service public.

Je ne prétends pas traiter exhaustivement des causes profondes de l'abstention dans ce

modeste article. J'y reviendrai. Je me souviens cependant de nos maîtres qui, jadis, à l'école primaire, nous expliquaient que « *voter est un droit, mais aussi un devoir.* » L'emprise de l'école républicaine sur les jeunes n'est plus ce qu'elle fut. Elle est concurrencée par les réseaux sociaux – quand ce n'est pas (mais les deux peuvent se combiner) – par la loi de la rue. C'est pourtant au sein de l'école de la République que tout commence.

Je n'ignore ni les problèmes, ni les difficultés, ni le COVID, ni rien... mais je pense que, nonobstant tout cela, il faut réaffirmer, dès l'école, et ensuite, les valeurs fortes qui fondent notre démocratie, le « vivre ensemble », le respect d'autrui, et qui permettent d'unir les Françaises et les Français autour de grands projets pour l'avenir, de grandes aventures et de fortes ambitions, non pas pour chacune et pour chacun, mais pour nous tous – tous ensemble !

Jean-Pierre Sueur